



UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE - FORCE OUVRIÈRE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : ufr@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Notre société est en crise...

Pour comprendre, il est essentiel que nous soyons en capacité d'appréhender l'origine de cette crise, son développement et surtout d'en mesurer les conséquences. Depuis trente ans, les crises se succèdent à un rythme soutenu et c'est du côté des experts internationaux, à l'idéologie imprégnée du libéralisme économique le plus débridé, qu'il faut chercher les explications. Cette crise économique mondiale s'est développée grâce à la spéculation des banques et des institutions financières sur des prêts hypothécaires dangereux.

En fait, elle n'a fait que révéler la perversité du système capitaliste en éclairant tragiquement les risques économiques et surtout sociaux inhérents à leur fonctionnement. La finance a pris le pas sur la démocratie, l'économie et le social :

- par la subordination des gouvernements face aux exigences des acteurs opérant sur les marchés financiers,
- par la soumission volontaire des états et de l'union européenne aux politiques imposées par le FMI, les bourses et les agences de notation.

Ce faisant, la dynamique du capitalisme a fortement creusé les inégalités. Les conséquences de cette politique sont supportées par les plus modestes alors que les hauts revenus, les banquiers, les marchés financiers et les rentiers sont insuffisamment mis à contribution. Nous sommes donc dans une politique de classe en faveur des actionnaires majoritaires, des banques multinationales et des fonds de pension.

En plus de la crise, et de ses effets, les travailleurs et les populations subissent désormais l'onde de choc : les répliques de l'ouragan quelquefois plus sévères et plus dévastatrices que l'ouragan lui-même :

- mesures d'austérité imposées en contrepartie des aides publiques mises en œuvre par les États pour sauver le système financier,
- réduction du pouvoir d'achat des salariés et retraités,
- réduction des prestations sociales,
- restriction des droits sociaux et des services publics,

sont ainsi imposées après que les gouvernements aient dégagé sur les fonds publics des sommes colossales pour renflouer les banques et autres institutions financières.

L'avis des agences de notation vaut donc ainsi bien mieux que la vie des citoyens : travailler plus pour gagner moins devient le nouveau slogan comme en témoigne l'annonce d'un nouvel allongement de la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein.

Dans un tel contexte, il est indispensable que nous agissions pour avoir la maîtrise de notre avenir.

Nous dirons : **NON**

- à une répartition des richesses de plus en plus inégalitaire,
- à une construction européenne qui tourne le dos au progrès social car elle ne cesse de renforcer le néolibéralisme et les politiques restrictives pénalisant les travailleurs et les citoyens,
- à une déréglementation généralisée notamment en matière financière.

Pour agir, nous avons rejoint FORCE OUVRIÈRE le 20 septembre 2011 pour la défense et la promotion des droits individuels et collectifs, sociaux et républicains.

Avec Force Ouvrière, nous serons acteurs pour la défense de la liberté et de la démocratie, pour l'émancipation des salariés de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Jean Claude Borel,

Secrétaire général de l'Union fédérale
des retraités de la FGF-FO

